

Mais qui de la robotisation ou de la mondialisation a provoqué la désindustrialisation occidentale ?



De plus en plus de robots et de logiciels, de moins en moins d'ouvriers... Au cours de ces dernières années, la tendance de désindustrialisation a frappé les Etats-Unis, mais également les autres pays les plus avancés.

Avec Jean-Paul Betbeze

Atlantico : La tendance de désindustrialisation qui a pu frapper les Etats-Unis, mais également les autres pays les plus avancés, au cours de ces dernières années, a pu faire l'objet de nombreux articles de recherche économique. D'une cause ayant trait à la robotisation pour les uns, à celle de la mondialisation pour les autres, et notamment par l'entrée de la Chine au sein de l'OMC en 2001, les avis restent encore partagés. Comment dresser un diagnostic sur cette question ? Quelle a été la cause majeure de ce phénomène au sein des pays occidentaux au cours de ces dernières années ?

Jean-Paul Betbeze : Une révolution industrielle ne vient jamais seule, jamais seule dans une seule industrie, et jamais seule dans un seul pays. Avec la révolution de l'information, les produits et les processus se répandent maintenant partout en quelques mois, une innovation chassant l'autre, une génération de logiciels chassant l'autre. Ce qui se passe est donc bien plus global et rapide que lors des « anciennes révolutions industrielles » du charbon et de la machine à vapeur (1765), puis du pétrole, de l'électricité et du moteur à explosion (1870), puis du nucléaire, de l'informatique et du robot (1969). Nous voilà à l'Internet, à la numérisation et aux objets connectés (2010). Partout.

Ce qu'on nomme ainsi « désindustrialisation » est l'effet conjoint de ces innovations et de ces internationalisations sur « les usines ». Il y a de moins en moins d'ouvriers dans les usines de production et de distribution, parce qu'il y a de plus en plus de robots que l'on voit, de logiciels que l'on ne voit pas bien (et qui sont de plus en plus décisifs et décideurs), et de systèmes de commandes (depuis le particulier jusqu'à l'usine) que l'on voit moins encore.

Ainsi, dire, devant la réduction des emplois ouvriers (ou agricoles), mais aussi d'encadrement et de surveillance, que c'est « la faute aux robots » ou « la faute à la Chine » est une vérité très partielle. Certes, la révolution en cours (l'industrie 4.0) détruit les emplois pénibles, risqués, répétitifs, mais il ne faut pas oublier non plus la forte montée des emplois de mesure (par exemple comptable), de gestion (par exemple informatique), de prévision (par exemple marketing), de surveillance (par exemple juridique ou de Responsabilité Sociale de l'Entreprise). Nous vivons une servicisation croissante de l'industrie, avec la montée de couples produits/services, avec une externalisation croissante des services et la naissance d' « usines de services », en comptabilité, marketing, conseil.... Vendre des pneus, c'est garantir leur usure, assurer un conducteur d'automobile, c'est de plus en plus prendre en compte son mode de conduite, et proposer de l'améliorer... Et ainsi de suite, l'usine se dépeuple, les bureaux se remplissent, de nouvelles fonctions changent dans la distribution notamment : les magasins deviennent des showrooms, la commande suit, par Internet, puis la livraison, par Fedex. La

~~faute à la révolution industrielle ou à la Chine ? Aux deux, mais c'est toujours l'innovation (sous toutes ses formes) qui est motrice,~~

donc nous avec nos désirs ! Aux entreprises et aux pays de s'adapter, donc aux politiques de réfléchir.

Nous vivons une révolution de la complexité et de l'efficacité. Elle atteint tous les métiers et en crée d'autres, à la fois plus et moins qualifiés, dans la durée, et en fonction de l'évolution des besoins. Et aujourd'hui, les besoins qui montent sont liés au vieillissement de la population. Il y aura donc de nouvelles activités, différentes. Et il faut s'y préparer.

Il est régulièrement avancé que si la mondialisation a pu jouer un rôle important dans cette tendance à la désindustrialisation, le processus serait aujourd'hui en voie de finalisation, ce qui tendrait à penser que tout retour en arrière serait contre-productif. Quelles sont les faits qui pourraient venir étayer une telle thèse ?

La révolution de l'Internet des objets en est à ses débuts ! Il ne s'agit pas ici d'automobiles sans chauffeur, mais de villes nouvelles (ou revues), d'optimisation des flux de transport et des énergies, de nouvelles formations... La spécificité de la révolution de la communication est qu'elle implique des coûts fixes massifs au début, pour se lancer, puis des coûts marginaux très faibles. La courbe des coûts de la révolution en cours est à rendements croissants, l'opposé de l'industrie traditionnelle ! Elle crée des monopoles (GAFA) pour ceux qui gagnent et une perte totale pour ceux qui n'auront pas rentabilisé leurs coûts fixes de lancement. No chance for losers ! The winner takes it all !

Cette révolution conduit rapidement à celle des usages et des comportements, dans une dynamique en boucle : on retient sa place de cinéma, son horaire chez le médecin, on gère son compte, on télétravaillera plus... Ces nouvelles habitudes sont efficaces et créent un gigantesque effet cliquet. Tout retour en arrière serait une crise majeure – suscitant beaucoup de réactions, notamment des jeunes.

Ce qui se passe avec Donald Trump, c'est qu'il essaie d'infléchir le lien désindustrialisation-mondialisation, au bénéfice d'emplois américains contre chinois. C'est ce qu'il dit, mais nul ne mesure les effets de sa politique, violente, sur les chaînes mondiales de production. Comme nul ne mesure les effets du Brexit !

Le plus probable est que de nouvelles organisations plus intégrées vont naître en Chine (ou dans quelques pays émergents proches), donc plus efficaces encore, contre d'autres aux États-Unis. Et comme la concurrence aura lieu sur les coûts (plus qualité, sécurité, écologie... bien sûr), on peut penser que les usines américaines seront plus vides encore que celles de Tesla et pilotées depuis l'Inde !

Quels sont les moyens dont disposent les gouvernements pour rétablir une forme d'industrialisation dans la configuration actuelle ?

Les gouvernements doivent intégrer cette révolution et sa logique, pour permettre son succès. Elle implique, dans le contexte européen, une uniformisation des normes et aussi des protections, des contrôles de qualité, de fiscalité et, bien sûr, pour avancer, des formations dès le plus jeune âge. On ne voit pas assez les avantages de la révolution en cours, pour ne s'inquiéter que de ses risques et de ses coûts, notamment en matière d'emplois privés et surtout publics, où les syndicats sont vent debout. Mais la seule façon de réduire ces risques et ces oppositions est de comprendre cette gigantesque révolution, avec ses avantages, surtout pour des populations vieillissantes.

C'est une chance inouïe qui s'offre, par rapport à des technologies plus polluantes, usantes, épuisantes et pas assez adaptées à la prolifération des besoins. C'est une révolution, comme toujours, dont les apports d'efficacité ou d'écologie nous échappent, avec une conception datée de la productivité qui fait qu'on la mesure mal.

Au fond, bien plus que des gouvernements, de plus en plus dépendra des entreprises, des écoles, et surtout de chacun de nous pour faire de la France une start-up nation, à partir de ces lieux de production, de consommation et de formation ! Il nous faut être bien moins naïfs, plus forts et plus unis, dans le nouveau rapport de force mondial qui s'ouvre.